





The
Middle East
Institute

SPONSORED BY
FOREIGN SERVICE
EDUCATIONAL FOUNDATION

DS
98
.R29

Edmond RABBATH

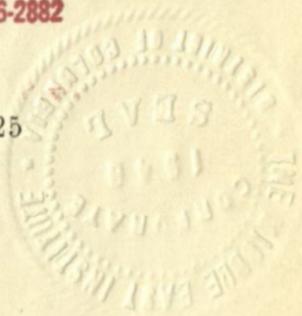
Licencié en droit.-Licencié ès lettres
Diplômé de l'Ecole des Sciences politiques (Paris)

LES "ETATS-UNIS DE SYRIE" !..

**PROPERTY OF
GEORGE CAMP KEISER LIBRARY
MIDDLE EAST INSTITUTE
1761 N STREET, NW
WASHINGTON, DC 20036-2882
(202)-785-0183**

OCTOBRE 1925

ALEP (Syrie)



ALEP

IMPRIMERIE LA RENAISSANCE

22, RUE BEILOUNI, 22

LES ETATS-UNIS DE SYRIE

LES "ETATS-UNIS DE SYRIE"!

I

Y-A-T-IL UNE NATION SYRIENNE ?

Y-a-t-il une nation syrienne ?

Dès avant la grande guerre, les promoteurs de la renaissance syrienne, ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie, sur les gibets de Damas et de Beyrouth, y ont répondu par l'affirmative.—D'autres Syriens, encouragés par une propagande intéressée, ont parlé de la patrie arabe, mais d'autres, plus pratiques, plus positifs, démoralisés par le spectacle de nos divisions intérieures, ont abandonné tout espoir de voir la Syrie former un peuple, un par la géographie et les intérêts, animé des mêmes sentiments.

L'Europe, arbitre de la question d'Orient, dont le problème syrien est un élément essentiel, opta pour l'intermédiaire. L'article 22 du pacte de la Société des Nations, érige la Syrie en pays à mandat et, reconnaît implicitement, qu'une nation syrienne n'existe pas encore, qu'il fallait, pour le maintien de la paix orientale et même européenne, pour la sauvegarde des intérêts des grandes puissances, que la Syrie ne se gouvernât pas elle-même: le grand nombre de races et de religions qu'elle renfermait dans son sein, l'en rendait momentanément incapable!

Les Syriens dits pratiques, n'ont pas manqué d'applaudir à cette solution, un peu trop sage. D'autres, guidés par la passion d'un sincère patriotisme, plutôt que par la sévère réalité ont trouvé la pilule un peu amère. Leurs rêves de grandeur arabe, que hantaient les souvenirs grandioses, des califes de Damas et de Bagdad, étaient cruellement déçus.

Plongés dans ces visions, par leur imagination trop prompte, ils n'avaient pas voulu voir les faits. Dix siècles d'invasions, de troubles religieux, de despotisme imbécile et sanglant, ne pouvaient être effacés par quelques semaines de réorganisation hâtive et, par beaucoup de promesses, sincères sans doute, mais dont la réalisation était difficile.

Ils accusèrent l'Europe de convoitise; le monde de déni de justice; Wilson, d'hypocrisie; leurs compatriotes mêmes, de trahison.

Ils déclarèrent que la nation syrienne existait, qu'elle demandait, qu'elle exigeait d'une seule voix, son droit à la liberté.

C'est entre ces deux catégories de Syriens, les patriotes trop exigeants et les pessimistes, qui à leur tour tombent dans un excès contraire, qu'il faut nous prononcer. C'est par l'examen impartial et objectif des faits, que nous pourrions savoir *s'il y a une Nation Syrienne*.

Avant de chercher s'il y a une nation syrienne, tâchons d'expliquer tout d'abord ce qu'est une nation.

On en a proposé différentes définitions. La plus récente, et qui semble la plus complète, est celle d'un juriste américain, M. Ramsay Muir: "La nation dit-il, est un ensemble de personnes, qui se sentent liées par *certaines affinités*, qui sont pour elles si fortes et si réelles, qu'elles peuvent vivre *ensemble* avec satisfaction, qu'elles sont mécontentes si elles sont séparées, et subissent mal tout autre assujettissement".

"Affinités" est le mot essentiel de cette définition. Ce sont ces "affinités", qui font que ces personnes veulent toujours vivre ensemble. Renan les appelle: un "vouloir vivre collectif", définition limpide qu'il donne de la nation.

Le type de la nation, où ces affinités sont le plus intenses est un pays ami et proche de nous par le cœur, la France. Qu'on nous permette de développer cet exemple concret, il permet mieux que toute dissertation de saisir ce

qu'il y a de caractéristique dans une nation.

Les 39 millions de Français qui peuplent ce pays, veulent vivre ensemble, sous les mêmes gouvernants. La joie ou le malheur les fait vibrer à l'unisson. Si l'on examine à la lumière des faits ce qui provoque et conditionne ces "affinités", que nous constatons entre les Français, on s'aperçoit qu'elles ne sont pas un pur effet du hasard. C'est un produit, lentement formé, engendré par l'histoire et la géographie.

En observant les traits communs à tous les Français, l'on trouve que le caractère le plus saillant, qui les distingue des autres peuples est la langue: on est français si l'on parle français, M. de la Palisse en aurait dit autant.

Si l'on étudie leur genre de vie on remarque qu'ils ont les mêmes mœurs, les mêmes habitudes; ces mœurs, ces habitudes, communes à tous, ont été elles-mêmes produites par une coexistence séculaire sur un même sol.

Si ces hommes qu'on appelle les Français ont toujours vécu ensemble ce n'est pas, parce qu'ils l'ont voulu dès le début; les générations qui les ont précédés ont été amenées à cette vie collective, par des guerres, des migrations et toutes autres circonstances. Elles ont pu vivre ensemble, parce que leur origine, si elle n'était pas exactement la même, est du moins semblable. Mais la raison profonde et qui domine, c'est que tous ces hommes, ces Francs, ces Gaulois, ces Romains, ces Celtes de toutes nuances, qui ont fusionnés pour produire les Français d'aujourd'hui, trouvaient tous, leur intérêt matériel et moral, à vivre ensemble.

Cet intérêt lui-même est conditionné par la géographie! C'est la terre de France qui a fait les Français! La France est une unité géographique complète. Elle forme un système entier, de fleuves et de rivières, de plaines et de plateaux, de montagnes et de vallées, entourés de frontières naturelles, qui distinguent cette terre des autres pays, sans jamais l'en séparer.

Cette vie commune, sur un même sol, d'un peuple ayant même origine et mêmes intérêts matériels, est elle-même toute une histoire. L'histoire de France n'est pas une sèche chronologie de faits qui se sont passés, dans une certain coin de l'Europe! C'est l'histoire vécue d'évènements, qui ont traversé l'existence du peuple français. C'est l'histoire de l'avance collective de générations, dirigées par le seul effort de l'instinct, combinée avec l'extension méthodique de la terre de France, œuvre de cette vigoureuse monarchie française de ces "quarante rois qui en mille ans firent la France". C'est aussi l'histoire de la Révolution, de ce 14 Juillet 1790, fête de la Fédération, où, de tous les coins du royaume, surgirent des Français et plus jamais, des Bretons, des Normands, des Girondins ou des Provençaux. Ce jour-là, sans qu'ils le sachent, les révolutionnaires français donnèrent l'adhésion la plus éclatante à l'œuvre prodigieuse de leurs rois.

Je me suis demandé ce qu'est une nation j'ai répondu en expliquant, sommairement, ce qu'est la nation française. Les caractéristiques en sont celles de toute nation idéale. C'est l'unité de langue et d'origine, celle des mœurs, des traditions et des aspirations, celle du territoire, celle des intérêts. L'unité de langue, de mœurs, d'origine, de traditions et d'aspirations, je l'appellerai l'unité morale. L'unité de territoire et d'intérêts, c'est l'unité matérielle. Unité matérielle, unité morale, tels sont en général les deux éléments-composants de ce groupe d'hommes qu'on appelle une nation.

Cette esquisse rapide était indispensable pour répondre à la question que nous nous sommes déjà posée. Il fallait définir la nation pour savoir s'il y a une nation syrienne.

La Syrie est cette partie de l'Orient méditerranéen, limitée au nord, autrefois par le Taurus, aujourd'hui par une ligne, adaptée à la séparation linguistique du turc et de l'arabe; *au sud, par le Sinâï*; à l'est par le désert; à l'ouest

par la mer. A part celle du Nord, nos frontières, on le voit, sont nettement délimitées. Les politiques l'on remarqué de tous temps. Alors qu'il n'y avait pas encore de France, le Syrie existait, telle qu'elle est aujourd'hui, dans ses frontières naturelles.

Trois siècles avant le Christ, Ptolémée, un des lieutenants d'Alexandre, se taille en Orient un royaume, dont la capitale est Antioche. La Syrie, qu'il distingue soigneusement, apparaît pour la première fois avec son individualité propre.

Les Romains qui conquièrent le pays, une soixantaine d'années avant notre ère, remarquent aussi une Syrie, une et séparée de leurs autres possessions; c'est la "provincia Syria" de leur Empire.

Byzance succède à Rome, et, le Ve siècle après J. C. est le grand siècle de la civilisation matérielle et intellectuelle en Syrie.

Vient le règne des Arabes et celui si glorieux des Omméyades. La Syrie, fidèle jusqu'à l'adoration à ses nouveaux maîtres, leur offre Damas, pour capitale, et ses hommes, pour agrandir les pays arabes. Sans jamais se confondre avec ces pays, la Syrie entre pour la première fois dans une ère de vie en commun, de collaboration avec ses voisins. Elle s'aperçoit, que son intérêt et moral et matériel, est de faire partie du nouvel Empire, à la condition d'y tenir le premier rang, tout en gardant sa physionomie à part, son individualité historique et politique. Les Abasides et les Fatimites succèdent à la dynastie ommeyade. Bagdad, puis le Caire, prennent la place de Damas. La Syris est regardée de mauvais œil par ces maîtres nouveaux, mais sa fierté et son particularisme ne s'abaissent jamais, à accepter de plein gré, la prédominance de pays moins civilisés qu'elle.

Les Turcs arrivent à leur tour. La Syrie perd ce qu'elle avait gardé d'autonomie. Les pachas qui la pressurent,

par ordre de Stamboul, sont turcs L'administration est turque, la langue officielle est turque, mais la Syrie reste arabe. Malgré leurs efforts, les turcs sont obligés aux-mêmes de reconnaître, en plusieurs occasions solennelles, l'existence d'une entité syrienne. Dans leur langue administrative, il y a toujours une "Sourriâa" distincte des autres parties de l'Empire Ottoman.

Cette unité géographique affirmée par tant de maîtres et tant de siècles, nous la gardons toujours. La Syrie, malgré les vicissitudes de la politique, est une et indivisible.

Cette unité géographique qu'il possèdent, obligent les Syriens, à demeurer ensemble. Nous l'avons bien vu, après la guerre, lorsqu'une certaine politique suspecte, nous a amputé de la Palestine. Beyrouth et Damas ainsi que la Palestine elle-même, ont vu leur commerce baisser dans une forte proportion. Autre exemple: qu'on essaye de séparer Damas de Beyrouth, et l'on verra le résultat, pour l'économie générale. Qu'on essaye de séparer le Liban de Beyrouth, et, ce sera la ruine des deux! Qu'on enlève Alexandrette à Alep, ce ne sera pas un désastre économique, mais un danger politique constant, qui rendra Alep inhabitable. Nous tous syriens, nous vivons ensemble, non parce que nous le voulons, mais parce que nous ne pouvons faire autrement.

La Syrie possède une unité matérielle dont on ne pourrait trouver de plus complète. Mais l'unité morale?

Nous parlons tous la même langue. L'arabe, qu'on ne nous a pas imposé, mais que nous avons adopté de plein gré, à la place de l'araméen, que nos ancêtres avaient abandonné déjà, pour le grec, au moment de la conquête islamique, l'arabe dis-je, est devenu notre signe de raillement à tous. Quelle que soit sa religion, quelles que soient ses idées, ses mœurs, ses haines, tout syrien vibre aux beaux

sons de la lyre arabe, et nous avons gardé pour les bons poètes, le respect que portaient nos pères à leurs lointains prédécesseurs

Nous parlons tous la même langue, nous avons aussi la même origine! Il est temps d'abandonner cette théorie inexacte et suspecte, d'après laquelle, un musulman n'est pas de même race qu'un chrétien, qui voit dans la religion, et même le rite, le signe d'une race ou d'une souche particulière. Voyons les faits: avant les Arabes, nul ne contestait l'origine commune des syriens. Les arabes en nous apportant l'Islam, ne nous ont pas apporté leurs hommes. Il suffit de songer que les grandes conquêtes des Ommeyyades ont été faites avec des armées syriennes et irakaines surtout. Les musulmans syriens, à part une infirme partie, perdue dans la masse, sont d'origine syrienne; ils ne sont pas arabes, ils parlent seulement arabe, ils sont de mentalité arabe, ce qui n'est pas la même chose. Cette opinion qui est la plus récente a l'appui des meilleurs orientalistes le R. P. Lammens M.M. Dussaud et Huart.

Mais si nous parlons une même langue, si nous avons la même origine, il s'en faut, hélas, de beaucoup, que nous ayons tous les mêmes mœurs, les mêmes traditions, les mêmes aspirations, tout ce qui fait en somme la véritable unité morale d'un pays et, dans les sociétés très civilisées, les éléments essentiels et suffisants, pour former une nation.

Il serait de mauvais goût d'insister sur les différences profondes, qui séparent les mœurs chrétiennes et musulmanes. Tout entre eux est contraste, habitudes familiales, façon de vivre, éducation des enfants, relations mondaines.

Et combien les traditions sont diverses: ancêtres, faits passés, haines ou affections politiques.

Les aspirations, l'idéal politique et social, nos velléités patriotiques, sont si désordonnées, si dissemblables, qu'on

désespère d'y rencontrer un jour une bonne et saine uniformité.

Les raisons de cette anarchie morale? Elles éclatent aux yeux des moins prévenus.

Ce que j'ai appelé l'unité morale d'une nation trouve, dans les sociétés à civilisation moyenne comme la Syrie, sa base première et sa source dans la religion.

Dans de telles sociétés, les mœurs, les traditions et les aspirations, sont étroitement conditionnées par la religion. Elle sont imprégnées d'esprit religieux.

En Syrie la religion est une question sociale avant que d'être privée. Son domaine est plus étendu, que ne l'est celui de la religion en Europe. On est la plupart des fois, de telle ou telle religion, parce qu'on y est né, parce qu'on en a reçu l'esprit dès l'enfance, parce qu'on l'a vue présider les moindres acte de la vie courante. Nous ne pouvons concevoir la séparation du religieux de ce qui ne l'est pas. Nous ne pouvons concevoir la vie que, comme *entièrement* subordonnée à la religion. De telles conceptions, ne cessons pas de le dire, sont absolument contraires aux véritables enseignements du christianisme et de l'islaminne bien compris. Lorsqu'elles se rencontrent chez plusieurs populations à la fois, ayant chacune sa religion et sa vie propre, elle ne peuvent engendrer que des troubles. On a compté pour la Syrie, en y comprenant les sectes et les rites, 29 systèmes de croyances différents. Si l'on songe à l'influence de la religion, sur l'organisation politique et sociale; sur l'organisation judiciaire, basée sur des idées religieuses; sur la législation, pour une grande partie, tirée des Livres Sacrés; sur la famille; sur les mœurs; sur la mentalité, qu'on ne s'étonne pas que, jusqu'à présent, il n'y ait pas de nation syrienne, mais des populations diverses, séparées pas les différences de religion, par suite, par des différences d'organisation, de lois, de mœurs et de mentalité, sans autre lien entre elles, que le strict minimum de rela-

tions indispensables, que crée la coexistence sur un même sol.

Telle est la religion, telle est la patrie: telle semble être notre devise. La diversité religieuse, la grande plaie syrienne, est millénaire. Elle a toujours été la cause de divisions intérieures, profondes et incessantes, l'obstacle permanent à la renaissance du pays. Elle a toujours été le sujet de continuelles interventions étrangères, l'origine de la mésentente entre les Syriens.

Il n'y a pas de nation syrienne, parce que les abus de la religion et la diversité religieuse ont empêché l'existence d'une unité de sentiments, d'une unité de mœurs, de traditions et d'aspirations.

C'est là le problème pressant de l'heure présente.

Et les affaires? dira-t-on.

Le problème religieux est peut-être une des causes principales de la situation économique dans laquelle nous nous débattons. Je m'explique:

Les plaintes continuelles portent sur la stagnation des affaires. Que s'est-il passé? En deux mots: la Syrie pays de transit, s'est vue retirer les débouchés naturels, avec lesquels elle était en relations depuis des siècles, la Mésopotamie, l'Anatolie et la Palestine. Les commerçants de ces pays, ne viennent plus acheter aux importateurs syriens, les produits européens. Et une grande partie des Syriens, ceux qui vivent du commerce, ne font plus d'affaires. Le reste, ceux qui font autre chose, agriculture, industrie, professions libérales, subissent *indirectement* la répercussion de cet état de choses, de sorte que partout, c'est le ralentissement du travail.

Il est une loi importante en économie politique, d'application très étendue. C'est la loi de *substitution*. Dans le cas de l'économie syrienne, elle nous enseigne qu'un groupe d'hommes, qui se verraient fermer une source de travail,

substituent à celle-ci, une autre qui pourrait la remplacer. Mais cette substitution suppose un *régime de libre concurrence*, base et condition de l'économie moderne.

La libre concurrence, ou plus précisément, la liberté de travail, règne-t-elle en Syrie ? Je réponds par une distinction. A l'intérieur des groupements, des communautés religieuses, oui. Entre les groupements, entre les individus qui appartiennent à des religions différentes, cette liberté n'existe pas, en fait. Je dis en fait, car elle n'existe pas, par la force des choses, par suite de la force économique et sociale des religions, et non pas, en vertu de dispositions législatives, édictées par l'autorité politique.

Généralement les individus se répartissent le travail d'après leurs richesses et, d'après leurs aptitudes intellectuelles, morales et physiques. En Syrie, il en est autrement. Ce phénomène économique, qu'on appelle la division du travail, se produit, non d'après la force de chaque individu, mais d'après sa religion, autrement dit, la production est distribuée, non d'après les individus, mais d'après les communautés religieuses. Ainsi l'agriculture appartient aux musulmans, le commerce pour la plus grande partie aux chrétiens. Différentes branches du commerce sont réservées aux juifs. Pour certains métiers et, suivant les localités, on ne trouve que des musulmans; pour d'autres, que des chrétiens; pour d'autres encore, que des juifs.

Cette spécialisation collective n'est pas, je le répète, organisée de cette façon, par l'autorité politique du pays, mais elle est un produit du passé, des traditions, des habitudes, des idées; elle existe depuis des siècles.

Cette spécialisation par groupement, produit les effets les moins remarquables et les plus malheureux, surtout après la guerre. La liberté de travail est supprimée sous un tel régime. La concurrence ne peut jouer, et telle profession ou telle industrie qui, dans les mains d'un autre,

aurait donné de meilleurs rendements, reste entre les mains de son titulaire traditionnel, qui se voit encouragé à demeurer dans son immobilité routinière, par l'absence de rivaux. Le jeune homme qui se verrait des aptitudes d'agriculteur, sera obligé de les laisser sans emploi, parce qu'il est de telle religion et que cette production appartient à une autre.

A l'heure, où tout commerce avec l'intérieur est supprimé, par suite des derniers remaniements territoriaux, on aurait pu prévoir un déplacement des énergies vers d'autres occupations. Au commerce aurait succédé l'agriculture, qui donne tant d'espérances mais qui vitote misérablement, faute de bras et d'intelligences. Cette jeunesse syrienne, douée selon le mot de Maurice Barrès, d'une "intelligence à faire peur, mais trop encline à la servitude" (1), se presse vers les emplois de toutes sortes. Le fonctionnarisme, si l'on n'y prend garde, nous étouffera et tuera le reste d'activité de notre génération, cette activité, dont nous avons le plus besoin à l'heure présente. Avec l'agriculture, ce mal aurait été enrayé. Qu'on ne nous parle pas du manque de sécurité, ni de la sécheresse de nos campagnes! Si nous, jeunes gens, nous ne sommes pas agriculteurs, si au commerce stagnant d'aujourd'hui, nous préférons la quiétude d'un bureau, ou les cruels avantages de l'expatriation, n'en accusons que les multiples empiétements des religions, qui forment toujours, la base de l'organisation politique, sociale et économique de notre pays.

La nation formée moderne de la vie en commun est, à notre époque, la condition essentielle de tout progrès matériel et moral, le cadre indispensable de l'activité de l'individu, sa grande famille, où il doit trouver, tout ce qu'il lui faut pour être un homme. Il faut que le lien qui unit cet homme à sa patrie ne soit jamais rompu: l'homme a besoin de la protection de son pays, comme celui-ci doit

1) Enquête sur le Levant

compter sur sa reconnaissance, pour former d'autres générations.

Dans le monde international, basé aujourd'hui sur le principe des nationalités, l'homme ne peut exercer son activité, s'il n'appartient à un pays déterminé, s'il n'a pas de patrie.

A notre époque, point de salut, hors la nation! Est ce un progrès? Certes oui! L'homme a toujours vécu en société, il a essayé de toutes les sociétés, familiales, religieuses, professionnelles. Sous les nécessités de la vie moderne, il a abouti à la société nationale, forme par excellence de la vie civilisée de notre temps, instrument qui a forgé la puissance politique et économique des sociétés occidentales. *C'est parce que l'Europe a adopté la forme nation, qu'elle commande aujourd'hui le monde.*

La Syrie est encore à l'état de société religieuse. Elle ne peut prétendre former une nation organisée, à l'égal des peuples de l'Europe. Une des conditions essentielles lui manque: l'unité morale. L'unité matérielle qui comprend l'unité géographique et la communauté des intérêts, nous la possédons. Nous parlons aussi la même langue, nous sommes de même origine. Mais nous n'avons tous, ni les mêmes mœurs, ni les mêmes traditions, ni le même idéal, parce que nous sommes de religions différentes.

Il n'est pas nécessaire, pour qu'une nation puisse exister, que la religion soit uniforme, mais il est indispensable pour qu'il y ait une nation syrienne, que chaque religion retranche d'elle-même, ce que l'histoire troublée de notre pays a mis, en elle, d'outré et de fanatique.

Qu'on ne détruise pas la religion! Ce sera un remède pire que le mal. On n'a rien trouvé de meilleur qu'une bonne religion, pour contenir les passions du peuple et donner à sa vie de peines, un soutien efficace. Ce serait un crime, que d'ôter aux hommes cet unique aliment spirituel qu'ils possèdent et qui n'apporte pas de déceptions. Les hommes

et les nations, qui ont rejeté toute idée divine, tout sentiment religieux, ont regretté ce geste d'imprudencé et d'orgueil.

Ne prenons que les bonnes choses de la civilisation occidentale. Laissons nos mœurs pures, notre vie de famille, notre saine simplicité de vie, intactes. Ce que nous voudrions seulement voir disparaître, c'est notre fanatisme, nos haines, notre mentalité, nos idées trop imprégnées d'exaltation religieuse.

C'est un problème grave, pressant. Il a des conséquences économiques. On l'a vu tout à l'heure.

Si nous ne voulons pas être des sans-patrie, à l'heure où les sans-patrie sont méprisés partout, si nous voulons goûter les bienfaits de la civilisation occidentale, si nous voulons faire des affaires, si nous voulons vivre, attaquons le mal dans sa racine. Le mal, c'est la diversité religieuse et ses abus. Tâchons de résoudre le problème religieux, origine de tous nos conflits, *origine de la mauvaise situation économique elle-même.*

Ce ne sera pas œuvre facile ni rapide. La lutte contre nos instincts séculaires, demande de la patience, du temps et de la méthode. Le temps *seul* n'y peut rien faire, si nous n'y joignons le moyen classique, qui a réussi à tous les pays qui ont voulu se relever: l'école. L'école *interconfessionnelle*, où tous les syriens apprendront à se connaître; l'école, où l'idée nationale sera uniforme, qui enseignera aux enfants l'histoire de la Syrie, celle de nos gloires — car nous en avons eues — et de nos faiblesses, qui leur montrera pourquoi nous n'avons pas été heureux dans le passé, ce que nous devons faire pour l'être dans l'avenir.

LES "ETATS-UNIS DE SYRIE"

Les polémiques de 1919 et de 1920, à propos de l'organisation politique de la Syrie sont présentes à toutes les mémoires. Bien rares sont ceux qui ne furent d'aucun parti, qui ne prirent pas de position entre la solution qui préconisait l'unité syrienne, et ceux, qui préférèrent cette poussière d'Etats minuscules, dont l'ensemble constitue la Syrie actuelle. Tout récemment, une question semblable s'est posée, entre Damas et Alep, entre les partisans de l'unité et ceux de l'autonomie, et heureusement pour nous, heureusement pour l'avenir de la solidarité syrienne, cette fois, ce furent les partisans de l'unité, les patriotes qui l'emportèrent.

On ne pourrait certes condamner brutalement la thèse de ceux qui préconisent l'autonomie. Les arguments qu'ils mettent en avant sans être tous de même valeur, sans posséder le même caractère national, donnent à réfléchir aux gouvernements qui ont à songer au certain ordre qu'ils sont intéressés à assurer... C'est là surtout que l'antique devise: "dividere ut imperet" trouve de nombreuses applications pratiques.

Le problème de l'unité syrienne est un problème multiple, reflet de cet autre problème vital, celui de la nation syrienne!

Les solutions qu'on lui donne sont aussi variées que les tendances contradictoires qui empêchent l'unité morale du pays.

Des distinctions sont à faire suivant ces causes. Il y a tout d'abord une question d'Alsace - Lorraine pour la Syrie. C'est celle de la Palestine qui nous est arrachée au détriment de notre unité historique, pour servir une monstrueuse politique de résurrection d'une nationalité, disparue depuis des millénaires.

Il y a ensuite les multiples séparations politiques demandées et obtenues par les extrémistes du fanatisme, qui sont déterminées par les différences religieuses qui séparent les populations de la Syrie. Il y a enfin cette autonomie d'Alep pour laquelle certains esprits cultivés de cette ville ont mené une campagne de presse qui n'a pas empêché le général Weygand de la supprimer.

Ce qu'il y a de plus essentiel dans une nation, ce qui fait sa force et sa cohésion, c'est l'unité de toutes ses parties, de ses composantes, l'unité d'intérêts, de territoire, de passé, d'origine, d'idéal, l'unité morale et matérielle. A quoi se réduisent les aspirations nationalitaires d'un peuple? A réaliser son unité tout d'abord, ensuite son indépendance. Pour qu'une nation soit reconnue comme telle, il faut qu'elle prouve son unité; il faut surtout que cette unité soit *voulue* par les membres de la nation. C'est lorsque l'unité de la nation est reconnue et proclamée, que l'indépendance devient pour elle un droit essentiel, parce qu'un peuple, un par le corps et l'esprit, est digne *par cela même* de la liberté. Un même sentiment d'effort et de progrès l'anime tout entier. La solidarité ardente qui relie les uns aux autres les membres de la nation, fait prédominer l'intérêt général sur les intérêts particuliers, le sacrifice de quelques uns au profit de tous.

Plus une nation est une, plus elle est grande et prospère. L'unité nationale c'est le progrès moral et matériel. L'unité nationale, c'est l'indépendance économique et politique.

L'unité morale et matérielle de la nation se traduit par l'unité politique de l'Etat. Plus l'unité nationale est grande, plus grande est la concentration des pouvoirs, plus forts sont les liens qui rattachent les provinces à la capitale. La France dont l'unité nationale est le modèle achevé, qui s'offre aux aspirations nationalitaires des autres peuples, présente cette centralisation, qu'on juge parfois excessive,

mais qui n'en est pas moins le signe d'une grande perfection nationale. Le jour où l'on portera atteinte à cette forte unité, par l'octroi aux départements de pouvoirs et d'attributions plus grands, dépassant leur *naturelle* compétence, cette décentralisation sera faite au détriment de l'unité historique de la France. L'idéal donc de l'organisation politique est la centralisation des pouvoirs, la centralisation des attributions, pas de toutes les attributions, mais de celles qui présentent un caractère qui intéresse l'ensemble de la nation. Les autres attributions, celles qui concernent des régions ou des localités déterminées, relèvent des autorités départementales et municipales. Voilà la doctrine que les faits de la civilisation moderne ont suggérée. C'est l'idéal auquel nous devons tendre. Pour qu'il y ait une nation syrienne, pour que notre unité soit enfin réalisée, il faut que nous demandions tous, Libanais, Palestiniens, Druses, Alaouites, Alepins, notre rattachement à Damas, cerveau de la nation, cœur de la patrie. Tant que nous serons agités de tendances séparatistes ou autonomistes qui nous sont exclusivement dictées par des intérêts matériels et égoïstes, nous sommes des traîtres, traîtres à la patrie, traîtres aux innombrables martyrs du Liban et de Beyrouth, qui sont morts de famine ou sur la potence. Le véritable patriotisme c'est de l'abnégation, du dévouement, c'est le sacrifice. Il faut que chaque province, chaque ville se sacrifient aux autres. Les ressources d'une région doivent profiter à toute la nation. Si cette vérité élémentaire est méconnue, si la solidarité nationale n'existe pas, il n'y a pas de nation syrienne, nous ne serons jamais dignes de l'indépendance.

Mais suffit-il que nous demandions notre unité, que nous en sentions la nécessité, pour que nous soyions capables de la réaliser? L'histoire si trouble de la Syrie a produit cet assemblage de religions qui ont parqués les syriens en communautés étanches, présentant entre elles des différences de mœurs et de coutumes, de législations et d'esprit.

Ces traces innombrables d'un passé morbide, un gouvernement responsable peut-il en faire abstraction? L'unité syrienne, totale et entière, peut-elle être proclamée, pour qu'elle soit acceptée par des populations, chez qui le patriotisme naissant est fortement contrecarré par des sentiments ataviques de méfiance et de haine?

Ce sont ces hésitations assez légitimes, qui l'ont emporté dans l'esprit de nos gouvernants. Les années 1919 et 1920 ont vu une multitude d'"indépendances" surgir à travers tout le territoire Syrien. Tous les particularismes se donnèrent libre cours. On écouta davantage le fanatisme des montagnards que l'intérêt national des Syriens. Il y eut un Grand-Liban indépendant, un Etat des Alaouites, un Djebel-Druse, un Etat de Damas, et—comble du ridicule—un Etat d'Alep et un sandjak autonome d'Alexandrette et d'Antioche—naturellement tous indépendants—, sans compter cette Palestine, arrachée à ses habitants pour former un foyer Juif.

Le Grand-Liban dont la séparation semble la plus légitime avait droit de par son histoire à une certaine autonomie. Le règlement des puissances de 1861 lui avait donné cette autonomie qui lui fut enlevée dès le début de la guerre. Les souffrances atroces qu'il a endurées depuis, ont aigri les maronites du Liban. La persécution religieuse dont ils furent l'objet a atteint leurs prêtres plus spécialement. Et tous, d'une seule voix, après la guerre, réclamèrent l'indépendance sans savoir ce que voulait dire ce mot. Ils eurent aussi des visées "impérialistes". Ils demandèrent la formation du Grand-Liban, c'est-à-dire l'annexion de Beyrouth, de Tripoli, de la Bequâa, de Tyr, de Saïda... Le clergé maronite, maître du Liban, était très écouté à cette époque... on crut qu'il n'exprimait que l'opinion unanime des Libanais, des Beyrouthins etc... On lui accorda tout ce qu'il voulait. On proclama l'indépendance du Grand-Liban, sa séparation des Syriens arriérés de Damas et d'Alep. Seulement lorsqu'il s'est agi de faire fonctionner cet Etat

indépendant de 600.000 âmes, on s'aperçut avec stupeur que les maronites ne comptaient qu'un peu moins de 200.000 fidèles et qu'il y avait aussi d'autres populations qui n'étaient pas du même avis que leurs concitoyens maronites, 130.000 musulmans, 104.000 chiïtes métoualis, 43.000 druses, 43000 grecs catholiques, 82.000 grecs-orthodoxes, tous unis par les mêmes aspirations patriotiques, tous ne voulant pas de cette indépendance factice qui était condamnée, de par la volonté des habitants, à n'être jamais une véritable indépendance. Pourquoi tous ces mauvais Grand-Libanais n'étaient-ils pas du même avis que les extrémistes maronites? Parce qu'ils se connaissaient le même idéal, qu'ils parlaient la même langue, que leurs frères de l'intérieur, parce que leurs intérêts et leur patriotisme leur commandaient de ne pas accepter cette indépendance gratuite, cette séparation des autres tronçons Syriens. D'ailleurs pourquoi les maronites, qui ont été les premiers initiateurs de l'idée arabe, ont-ils ainsi renié leur passé? Tout simplement parce qu'on n'a pas écouté les arabes libanais qui étaient trop loin, en Egypte où ils avaient fui le régime turc. Le clergé resté seul, avait trop souffert pendant la guerre; il s'est hâté à l'armistice de proclamer farouchement ses tendances particularistes.

Les tiraillements qui déchirent cet Etat artificiel auraient été bien plus visibles, l'absurdité de ce système aurait vécu depuis longtemps, si le Grand-Liban était vraiment indépendant, si le lien avec le reste de la Syrie n'avait pas subsisté, grâce au Haut-Commissaire de la République française, organe de gouvernement commun aux deux tronçons syriens. L'indépendance Grand-Libanaise a fait faillite. Il est grand temps d'y remédier.

De même pour les autres "indépendances" syriennes. L'Etat des Alaouites, après avoir fait pendant quelques temps partie de la Fédération Syrienne, s'est vu octroyé une gracieuse indépendance, réclamée pour eux par un grand Français, Maurice Barrès, qui croyait nous connaître, parce

qu'il avait écrit deux beaux livres d'imagination sur la Syrie.

Le Djebel Druse malgré la volonté de ses habitants s'est vu complètement séparé de Damas, avec lequel tant de liens moraux et économiques le rapprochent. On peut voir dans les événements actuels un effet lointain de cet isolement politique et administratif dans lequel on a voulu le maintenir.

Alep, centre de la région septentrionale de la Syrie, a été érigé en Etat indépendant pendant quelque temps. Cette indépendance a été transformée peu après, en autonomie, puis en simple rattachement à Damas depuis quelques mois. L'indépendance, puis l'autonomie d'Alep contraire aux sentiments de la *majorité* des habitants, a été réclamée par quelques esprits européens, pour qui l'économie politique est la première des sciences, celle qui joue un rôle exclusif dans la vie des nations.

Les ressources d'Alep aux Alepins: tel fut leur idéal. Damas et le reste de la Syrie sont pour eux étrangers. Leur patrie se réduit à cette ville d'Alep où ils ont vécu; leur idéal national consiste à paver les rues et à supprimer la poussière de leur quartier. Le général WEYGAND mit fin heureusement à ces prétentions isolées. Par le rattachement d'Alep à Damas il leur montra que le nationalisme que nous voulons afficher comporte aussi de inconvénients. Une région plus riche d'un pays, doit aider les régions pauvres. Alep, si vraiment est plus riche, doit aider Damas. L'argent est fait pour être dépensé. Si Alep a ce qu'il lui faut, l'excédent de ses ressources doit servir à améliorer le reste du pays. Si Alep a besoin de travaux publics, d'améliorations agricoles ou autres, ses représentants à Damas n'ont qu'à réclamer. Ils ont été élus pour cela. Ils n'ont qu'à parler.

Est-ce à dire qu'il faut appliquer ces idées à toutes les régions de la Syrie et les rattacher étroitement à

Damas comme Alep l'est aujourd'hui. De pareilles prétentions confinent à l'idéologie et risquent d'occasionner des froissements entre les membres disjoints du peuple syrien.

L'unification complète d'un pays est signe d'une intense unité morale. Elle suppose que rien ne sépare les membres de la nation, les uns des autres, que les régions sont toutes animées d'un même idéal, des mêmes sentiments, que partout du nord au sud, de l'est à l'ouest, un même esprit, une même volonté, animent le corps de la nation.

Le seul fait de l'existence des "Etats" syriens, séparés les uns des autres, fait présumer que le sentiment de l'unité nationale dont je parle, n'existe pas, ou plutôt, est contrebalancé par d'autres sentiments, qui ont pour eux un long passé de troubles et de méfiances. Quel que soit le problème moral ou économique que nous examinions en Syrie, le problème national des religions nous barre la route à chaque pas et empêche toute solution des autres questions. (1.) Tout ce qui laisse nos campagnes en friche, manquer de bras, a pour cause essentielle ce problème religieux qui est la cause de tous les autres, qui empêche notre unité morale et nationale. Il y a trop de religions chez nous qui se combattent et qui empiètent sur un domaine qui n'est pas le leur. La religion imprègne notre vie sociale et nationale. Le domaine qu'elle possède est plus grand que ne l'est celui des religions européennes. Enlevez la religion de notre histoire, il ne restera rien, car tous les grands événements, toutes les grandes actions de nos ancêtres ont eu pour moteur le prosélytisme religieux.

Les Syriens d'aujourd'hui ne diffèrent pas de leurs aïeux, sauf peut-être qu'il ne sont plus capables de grandes actions...

Si tous les Syriens ne possédaient qu'une seule religion, celle-ci eût été un facteur important d'unité nationale. Elle aurait fonctionné comme facteur de résistance, aux époques où les autres facteurs d'unité nationale n'étaient pas assez

1.) Voir ci-dessus, pages : 9 et suivantes.

intenses pour tenir ce rôle. Mais la diversité religieuse qui a toujours été notre apanage a, au contraire, produit un effet dissolvant. Animées de tendances contradictoires, se combattant sans relâche, elles se sont rencontrées, précisément au moment où les autres facteurs nationaux n'étaient pas assez forts pour contrecarrer leur action dissolvante, séparatiste. Et nous avons eu le résultat qui empêche notre unité nationale, aujourd'hui: le particularisme religieux qui tient lieu de nationalisme dans les couches populaires. Telle religion, telle patrie. On confond ces deux choses. On entend parler de nationalité maronite, grecque catholique, orthodoxe, comme si la religion pouvait satisfaire les aspirations et les besoins que l'organisation nationale fait naître. Et cependant cela est, c'est un fait que seule l'éducation pourrait abolir. Avant de créer des routes, avant d'établir des plans d'irrigation, il faut créer des écoles, des écoles où l'éducation sera partout la même. où un enseignement national, interconfessionnel, préparera graduellement les esprits à la transformation intellectuelle et morale qui s'impose. Pour que nous soyons aussi riches d'idées et d'argent que les Occidentaux, pour que nous puissions égaler la civilisation européenne, en l'adaptant à notre individualité orientale, il faut que nous ayons la mentalité occidentale, que nous pensions, que nous jugions les choses comme eux, avec les mêmes yeux, avec la même raison positive et "terrestre".

Mais en attendant ce moment de progrès intellectuel et moral faut-il laisser épars ces membres du corps syrien, disjoints par le fanatisme et les méfiances religieuses? Faut-il abandonner à leur sort les Libanais, les Druses, les Alaouites, les Alepins, les Damasquins?

Le pouvons-nous tout d'abord? Car c'est là qu'est le point mystérieux de la cohésion nationale, ce par quoi une nation existe. Les Syriens peuvent-ils vivre séparés les uns

des autres? Leurs intérêts matériels, leur sensibilité collective, produits du passé, le permettent-ils? Question grave, qui se ramène à celle de savoir s'il existe une nation syrienne, que nous avons examinée ailleurs. Des intérêts géographiques, économiques et politiques, nous commandent de vivre ensemble. Nous sommes le produit d'une origine commune, modelé par des siècles d'histoire. Nous devons vivre ensemble, parce que nous ne pouvons faire autrement.

Mais par ailleurs, nous nous combattons sans relâche. Les religions se mêlent de ce qui ne les regarde pas. En attendant le moment où ces forces intruses seront refoulées, où elles seront cantonnées dans leur domaine propre—où elles n'auront d'ailleurs qu'à gagner—ne pourrions-nous pas trouver un état qui, tout en unifiant la Syrie, le ferait sans heurter entre elles, les communautés confessionnelles?

Cette formule, elle a été ailleurs, le préliminaire de l'unité nationale: c'est le fédéralisme!

Le problème religieux se présente en Syrie, avec un aspect géographique particulier. Les religions sont localisées sur tout le territoire et, dans chaque région, prédomine une communauté, qui absorbe à elle seule, une grosse majorité des habitants. Ainsi le Liban est chrétien, l'Etat des Alaouites peuplé de Nosaïris, le Hauran de Druses, l'actuel Etat de Syrie de musulmans. Le Haut-Commissariat de la République Française, en divisant ainsi le pays en Etats "indépendants", a obéi à des nécessités démographiques bien visibles. Seulement ces Etats étaient officiellement indépendants les uns des autres. Aucun organe *indigène* commun les reliait les uns aux autres. Libanais, Alaouites, Damasquins, Druses ont cru tour à tour, former des "nations" distinctes. Des écrivains complaisants ont tâché d'accréditer cette manière de voir, qui ne résistait ni à l'histoire ni aux faits. En fait, ces divers Etats dépendaient les uns des autres, grâce au Haut-Commissariat; en fait ces Etats ne pouvaient vivre en paix, les uns sans les autres, malgré

leurs divergences religieuses. Le jour où ils seront réellement indépendants, le plus fort d'entre eux dominera les plus faibles.

Ce moment n'est pas aussi éloigné qu'on le pense. L'occupation étrangère en Syrie (y compris la Palestine) est à la merci d'une saute d'humeur de l'opinion publique française et anglaise. Qu'une nouvelle guerre mondiale bouleverse l'Europe, que l'équilibre des forces actuelles change, la répercussion de ces troubles ne manquera pas de se faire sentir en Syrie. Il faut alors que l'union syrienne soit faite, pour que les événements ne bouleversent pas notre pays. Il faut que l'entente syrienne soit alors un fait accompli, pour que le musulman n'opprime pas le chrétien et, que le chrétien ne déteste pas le musulman. La responsabilité de ceux qui consciemment ou inconsciemment sont un obstacle à la réconciliation syrienne est grande, car ils ne prévoient pas le jour où ils seront seuls, sans aide étrangère, pour affirmer leur fanatisme et leurs injustes méfiances!... Si leurs peuples souffrent, s'ils sont persécutés, eux seuls seront responsables!..

Ce ne sera plus alors, l'égal collaboration de tous les éléments syriens à la renaissance d'une même patrie, mais la persécution religieuse et la tyrannie.

Pourquoi dès lors ne pas s'entendre dès à présent sur les conditions d'une fédération, où ces Etats, tout en gardant une légitime autonomie, commandée par les différences religieuses et sociales, qui ne pourront disparaître que lentement, grâce à une lente transformation des mentalités et des cœurs, pourquoi dis-je, ces Etats ne formeraient-ils pas entre eux une fédération, assez large pour laisser aux particularismes une tolérante autonomie, mais assez forte pour donner une juste satisfaction à l'amour-propre national et aux grands intérêts généraux.

La Fédération Syrienne qui engloberait tous les Etats de la Syrie historique, Damas, Alep, Alaouites, Liban, Djebel-Druse, Palestine, est nécessaire pour l'avenir national

de la Syrie et la satisfaction des intérêts généraux du pays.

Des intérêts communs nous relient les uns aux autres: postes, télégraphes, chemins de fer, canaux, irrigation, traités de commerce avec les autres pays, etc. etc. Pour la satisfaction de ces divers intérêts, il faut qu'une main ferme, qu'une autorité unique et permanente s'en occupe.

La Fédération est surtout nécessaire pour notre avenir national. Il faut que ce soit la même autorité qui s'occupe de l'armée nationale qu'il nous faut, de l'enseignement national qu'il s'agit d'enseigner aux jeunes esprits, pour les amener à se comprendre les uns les autres, à s'aimer, à s'entr'aider. La Fédération laissera aux régions l'autonomie qu'il leur faut, si vraiment la nécessité s'en fait sentir.

Ce n'est pas le cas pour Damas et Alep où les sentiments et les intérêts sont les mêmes. où la *majorité* des habitants désire une unité complète, totale. Mais c'est le cas pour les Nossairis, tant persécutés sous le régime turc et qui aspirent à une entière sécurité quant à leurs croyances et leurs coutumes. De même pour les Druses, qui désirent surtout avoir des fonctionnaires, originaires de leur région, qui les connaissent et les comprennent.

De même pour les Libanais qui, à la faveur d'une rectification de frontières, jouiront d'une autonomie, que leur commandent les différences religieuses, sociales et intellectuelles qui les séparent du reste du pays.

Quand à la Palestine nous n'avons pas le droit d'en parler, officiellement du moins! La Société des Nations qui connaît mieux notre passé, nos sentiments et nos besoins que nous-mêmes, a découvert un peuple, disséminé depuis des milliennaires sur la surface de la terre et, s'est avisée de lui donner une patrie, là même où ses ancêtres avaient soi-disant régné. La race juive d'origine sémitique, plus précisément araméenne, par conséquent de même origine que nous, n'a jamais exclusivement régné en Palestine.

Quelques tribus juives ont possédé quelques villes de Judée, mais elles ont toujours dû respecter les droits des autres araméens qui habitaient le pays depuis une date antérieure et qui étaient plus nombreux et plus civilisés, de telle sorte qu'à l'époque romaine les Hébreux eux-mêmes se servaient de l'araméen, le Christ lui-même a prêché sa doctrine en araméen.

D'ailleurs le temps ne fait-il pas acquérir des droits? Les Juifs incrustés depuis des siècles dans les autres nations, peuvent-ils posséder deux patries, deux catégories de droits et d'obligations, qui peuvent parfois être opposés? Est-il juste que tout un peuple soit sacrifié pour sauver des pogroms quelques pauvres familles de Russie? La terre est grande, que ne vont-ils ailleurs, en Afrique ou en Argentine! Est-il concevable qu'en ce XXe siècle de politique réaliste, on consacre tout un territoire, on ampute une nation, pour satisfaire le mysticisme sioniste de quelques vieux crasseux de Pologne, plus près de la tombe que de la terre? Le sionisme criminel recule dans tous les domaines en Palestine. Les Juifs sentent eux-mêmes l'inanité de leurs efforts, devant la volonté de tout un peuple. Le sionisme a eu cependant un résultat inespéré: il a uni musulmans et chrétiens. On a vu ce qu'on n'a jamais vu, des prêtres dans les mosquées et des ulémas dans les églises, prendre la parole, pour l'unité entière du pays contre la main-mise anglo-sioniste, en faveur de la réintégration dans la grande famille syrienne (1).

Qui sait ce que nous réservent les bouleversements prochains! Mais un fait est acquis: la Palestine est arabe et elle restera toujours arabe.

Elle aussi, un de ces jours, ajoutera un anneau à cette chaîne du pays syrien, du Taurus au Sinaï, pour compléter

1.) Le programme du comité Islamo—chrétien de Palestine comporte :
 art. 1. Rattachement de la Palestine à la Syrie intégrale, qui doit être une et indivisible, avec le cas échéant, la même Puissance tutrice que la Syrie.
 art. 2. Indépendance administrative *intérieure* de la Palestine.

l'unité syrienne, pour former les Etats-Unis de Syrie.

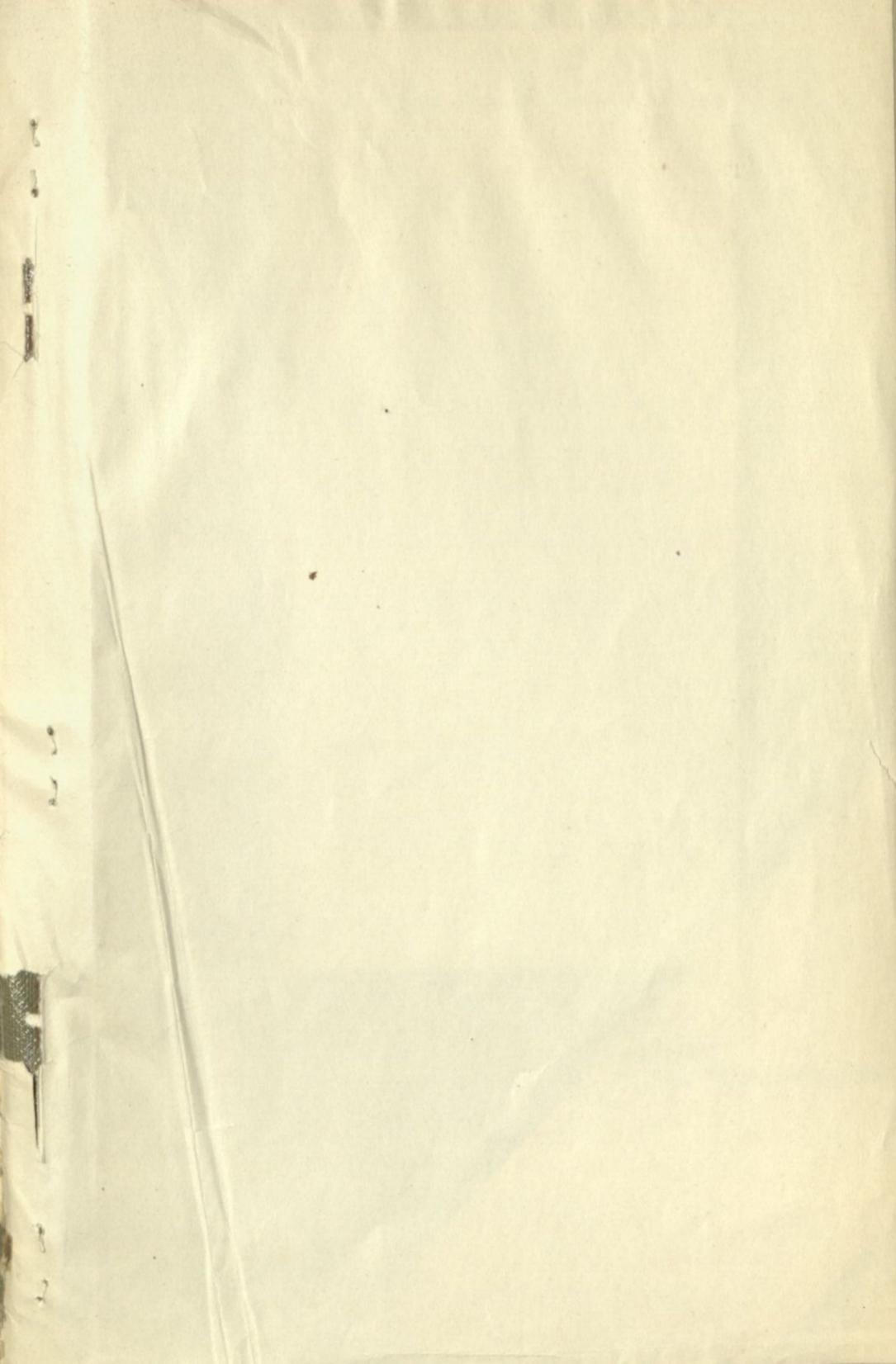
Les Etats-Unis de Syrie ! Ne semble-t-il pas que ce mot renferme tout un programme d'avenir ! La formule est connue ! Dès avant la guerre, un Alepin, al Kawakbi, sonnait le réveil national ! Dans son livre célèbre *Omm al Cora* il s'écriait : "Arabes musulmans, la tyrannie est la plus grande des iniquités, renversez-la si vous êtes croyants, arabes chrétiens, oubliez les vieilles iniquités, vous êtes les plus éclairés, vous devez trouver le moyen de faire l'union, à vous de faire les Etats-Unis arabes !"

Après la guerre mondiale et les déceptions qu'elle nous a apportées, notre programme est plus modeste. Formons tout d'abord l'Union Syrienne, que chaque peuple arabe arrive à s'unir et à progresser. L'autre unité, la grande, l'entière, la glorieuse unité arabe, plus tard, lorsque nous en serons dignes. La Syrie tiendra la première place dans cette Société des Nations arabes. Mais elle se doit aujourd'hui d'éteindre les vieilles querelles, de ramener la tolérance et la paix entre les Syriens, de rallumer en nous, le sentiment mourant de la patrie. Nous avons assez d'être des sans-patries, alors que le monde est soulevé par l'idée de patrie, de nous haïr au lieu d'unir nos efforts pour reprendre la place à laquelle notre intelligence nous donne droit. Les Etats-Unis de Syrie : cette formule sera le programme immédiat des Jeunes-Syriens qui veulent avoir une patrie comme les autres !

L'unité syrienne est le premier des problèmes politiques qui se pose à l'heure actuelle (1.), au moment où à Paris une commission présidée par M. Paul-Boncour s'occupe de trouver le statut organique de notre pays. Toute constitution qui ne tiendrait pas compte de l'intérêt supérieur de l'union du pays, serait caducque à l'égard des générations patriotes qui viennent. Pour elles, l'unité syrienne est le pre-

1.) Les regrettables événements de Damas et de Hama en ont montré la nécessité vitale.

mier pas indispensable vers l'indépendance. Le grand peuple qui a assumé la charge de nous y conduire en connaît le chemin. Nous attendons de lui ce geste éminemment national. Les Jeunes-Syriens ne l'oublieront jamais . . .



PHOTOMOUNT
PAMPHLET BINDER

Manufactured by
GAYLORD BROS. Inc.
Syracuse, N.Y.
Stockton, Calif.

DS98.R29

AUTHOR

Rabbath

TITLE

Les "Etats-Unis de Syrie"!

DATE

BORROWER'S NAME

1/19/54

m - a David

MAY 10 1961

Timothy Childs

DS
98.
.R29

Rabbath

Les "Etats-Unis de Syrie"!

